

victor griffuelhes

le
Syndicalisme
Révolutionnaire

supplément à **ESPÉR**
éditions  n° 766

Avant - propos

En ce temps où le syndicalisme se galvaude dans tous les coins, poussé par des forces déprimantes et corrompues, il n'est pas sans intérêt de préciser à nouveau ce qu'est pour un révolutionnaire le syndicalisme.

Jamais le syndicalisme n'avait été ravalé, promené dans les salons, les boudoirs, les antichambres corruptrices, les officines gouvernementales comme il l'est aujourd'hui; c'est dire, par conséquent, que l'ère des véritables difficultés a commencé.

En effet, au fur et à mesure que le syndicalisme a conquis un droit de cité, qu'il tendait à devenir le pivot de la vie économique du pays, il a vu surgir autour de lui des caricatures d'actions syndicales en vue de le diminuer et de l'affaiblir.

Puis, au fur et à mesure que son influence s'est exercée, il a vu s'accroître ses responsabilités et s'il est parvenu à surmonter des situations difficiles, c'est grâce à sa souplesse naturelle, à son autonomie vis-à-vis des partis politiques et du Pouvoir lui permettant de tirer de lui-même les moyens d'agir et de résister.

Mais, par suite d'une insuffisante adaptation des militants aux exigences de la lutte, les difficultés se sont accrues; les uns, séduits par l'espérance d'une réalisation prochaine du cataclysme final, puis effrayés des conséquences de leur attitude irréfléchie, ont été vite déçus, de là un retour en arrière, un reniement de toute leur pratique et de leur vie; les autres, ne sachant pas mesurer toute la valeur de leurs actes, enclins, de ce fait, à tout embellir, ont passé au milieu des événements les plus simples comme les plus compliqués sans rien apprendre, sans rien retenir.

D'où pour le mouvement ouvrier une situation faite de contradictions et de sursauts: le milieu social, l'organisation précédant dans leur évolution la mentalité des hommes. Il en est ainsi parce que les militants n'observent pas, n'apprécient pas, de sorte que la vie les dépasse pour les emporter dans un ballottement sans fin.

LE SYNDICALISME

Ce qu'est le syndicalisme

Le syndicalisme est le mouvement de la classe ouvrière qui veut parvenir à la pleine possession de ses droits sur l'usine et sur l'atelier ; il affirme que cette conquête en vue de réaliser l'émancipation du travail sera le produit de l'effort personnel et direct exercé par le travailleur.

A la confiance dans le Dieu du prêtre, à la confiance dans le Pouvoir des politiciens inculquées au prolétaire moderne, le syndicalisme substitue la confiance en soi, à l'action étiquetée tutélaire de Dieu et du Pouvoir, il substitue l'action directe — orientée dans le sens d'une révolution sociale — des intéressés, c'est-à-dire des salariés.

Par conséquent, le syndicalisme proclame le devoir pour l'ouvrier d'agir lui-même, de lutter lui-même, de combattre lui-même, seules conditions susceptibles de lui permettre de réaliser sa totale libération. De même que le paysan ne récolte le grain qu'au prix de son travail fait de lutttes personnelles, le prolétaire ne jouira de droits qu'au prix de son travail fait d'efforts personnels.

Comme on voit, le syndicalisme s'oppose à l'idée de Dieu et à la valeur libératrice du Pouvoir. Au premier, il nie toute raison d'être, car l'Être suprême ne pourrait être que le pivot et le moteur des actions humaines, l'homme n'étant plus qu'une machine incapable de penser et de créer ; au second, le syndicalisme nie la possibilité réformatrice que le Pouvoir s'attribue, qui en ferait

le facteur essentiel du progrès humain et grâce à laquelle il serait à même de donner au peuple, qu'il veut guider et conduire, tout le bonheur terrestre. De ce bonheur, le Pouvoir n'en peut disposer, car il ne lui appartient pas de le distribuer et de le répandre ; il est au-dessus de lui. Le bonheur se réalise et se conquiert, il ne se donne pas.

Au nom du Dieu des hommes et de l'Eglise, le prêtre dit au travailleur que le bonheur n'est pas de ce monde ; au nom du Pouvoir et de l'Etat, le politicien dit à l'ouvrier que seul le Pouvoir peut lui donner une part de bonheur ; l'un et l'autre font donc du prolétaire la source du travail, moyennant une rétribution dans l'autre monde, dit le prêtre, moyennant une protection bienveillante donnée et garantie par la Loi, dit le politicien. Le salarié, pour eux, est l'être inférieur incapable de discerner et auquel Dieu et la Loi servent de tuteur et de mentor.

Ainsi, l'un et l'autre essaient de justifier une autorité et un pouvoir usurpés pour maintenir l'ouvrier dans une situation inférieure.

Mais si le syndicalisme repousse tout mysticisme et toute intervention surnaturelle, tout abandon du salarié s'en remettant à ses gouvernants du soin de réaliser sa part de bonheur, il ne repousse pas les travailleurs imbus d'idées religieuses ou confiants dans la valeur réformatrice des dirigeants.

S'il les repoussait, il serait la confusion de facteurs différents : mouvement, action d'une part, classe ouvrière d'autre part. Le syndicalisme, répétons-le, est le mouvement, l'action de la classe ouvrière ; il n'est pas la classe ouvrière elle-même. C'est-à-dire que le producteur, en s'organisant avec des producteurs comme lui en vue de lutter contre un ennemi commun : le patronat, en combattant par le syndicat et dans le syndicat pour la conquête d'améliorations, crée l'action et forme le mouvement ouvrier.

De sorte que le travailleur, serviteur volontaire de la religion ou de l'Etat, poussé par ses intérêts essentiels et directs, entrant en opposition avec son exploiteur afin d'obtenir des avantages et des garanties, est invinciblement amené à produire une action dont l'esprit, les manifestations sont d'un ordre tel qu'il éloigne de lui toute idée de surnaturel et toute confiance dans l'intervention des dirigeants.

Si le syndicalisme n'imposait pas à l'ouvrier de telles

conséquences, il ne serait plus le mouvement de la classe ouvrière aboutissant à son émancipation, il ne serait qu'une partie de ce mouvement, il coopérerait à une besogne sous l'inspiration et sous l'égide ou de la puissance divine comme le proclame **Le Sillon**, ou des partis politiques comme le proclame le Parti Socialiste, ou du gouvernement comme le proclament les politiciens de tous les partis, également avides du Pouvoir à l'effet de gouverner et de diriger la classe ouvrière.

Le Sillon

Le Sillon recommande au prolétaire l'organisation évoluant sous l'œil paternel et bienveillant de l'Eglise. Il est guidé par le désir de ramener, dans le giron romain, les travailleurs éclairés sur le rôle de l'Eglise, qui n'exerça jamais son pouvoir que pour la sauvegarde et la protection des puissants de la terre. **Le Sillon** veut conserver et fortifier une autorité finissante. Et pour mieux parvenir à ses fins, il prend un langage où se mêlent les conseils à l'organisation et l'invocation du Christ et du pape; il prend un visage prolétarien et démocratique et fait ainsi illusion auprès de quelques travailleurs.

N'insistons pas cependant ! **Le Sillon** constitue une tentative qui, venue à une autre heure, eût pu donner des résultats; aujourd'hui elle vient tard, trop tard.

Le Parti Socialiste

Le Parti socialiste réclame la paternité de l'action syndicale, alors qu'il n'en est que le filleul; on serait en droit de dire qu'il en fut le falsificateur. S'il réclame cette paternité, c'est en vue de l'inspirer et de la diriger; s'il contribue parfois à son développement, c'est pour des fins à lui.

L'action syndicale pour le Parti Socialiste devrait être la semence qui ferait pousser adhérents et électeurs, sans lesquels il ne peut exister; le syndicalisme devrait être le recruteur de forces que son effort personnel est impuissant à lui procurer. Le mouvement ouvrier est le

mineur, l'adolescent; le Parti est le majeur, l'adulte; celui-ci aurait pour rôle d'apprendre au syndicalisme à se mouvoir, guidant ses pas, surveillant, protégeant sa marche. C'est à ses yeux le travailleur inhabile, inexpérimenté, incapable, ne pouvant parvenir à donner à ses luttes la portée nécessaire que, par une mise en valeur en relief, seul le Parti peut lui assurer et lui garantir.

Le Syndicat est l'organe qui balbutie les aspirations des ouvriers, c'est le Parti qui les formule, les traduit et les défend. Car pour le Parti, la vie économique et sociale se concentre dans le Parlement; c'est vers lui que tout doit converger, c'est de lui que tout doit partir. Le Parlement, le Pouvoir législatif et le Pouvoir gouvernemental sont à ses yeux le grand propulseur, le grand régulateur; sans eux les sources se tariraient et les grains ne germeraient pas. Et si le Parti admet — rarement — une action populaire, c'est afin de renforcer son effort législatif jusque-là stérile, ou pour rechercher des félicitations ou des adeptes.

En un mot, les travailleurs, étant dans l'impossibilité de défendre et de sauvegarder utilement leurs intérêts, devraient s'en remettre, pour une telle besogne, à nos aspirants députés et nos aspirants ministres, et le Parti serait ainsi l'organe qui s'interpose pour régler les différends entre les deux facteurs de la production et pour intercéder ou intervenir auprès de l'Etat, dont la fonction est, pour nos socialistes, de tout contrôler, de tout régenter.

Le Gouvernement

Le gouvernement est un chargé d'affaires se donnant pour mission d'intervenir dans tous les actes, tous les événements intéressant les hommes. Il veut être l'inspirateur et le bénéficiaire des manifestations qui nous agitent et nous font mouvoir. Au nom de l'Etat qu'il gère, il tend à se substituer à notre volonté, s'attribuant le pouvoir d'administrateur des besoins et des charges qui sont notre lot. Son action consiste à s'emparer des progrès provenant de modifications, de transformations, d'innovations introduites dans notre existence. Mais s'il s'en empare, ce n'est pas pour les compléter et les fortifier, c'est pour les réduire, les comprimer ou les châtrer. L'Etat, le gouvernement n'ont jamais été, et ils ne peuvent être, des facteurs de progrès dans

l'ordre économique et social. S'il leur arrive — rarement — d'intervenir pour consolider l'un de ces progrès, ils ne le font que sous l'effort persévérant et tenace des futurs intéressés. S'il s'agit des lois dites de protection à l'égard du prolétaire, l'Etat sait prendre des dispositions afin d'en atténuer les effets. Ajoutons que si, malgré leur insuffisance, ces lois reçoivent une légère application, c'est par suite de la bonne volonté du patron ou de la pression exercée sur lui par l'organisation ouvrière.

La loi sur les accidents dans le travail ne reçoit jamais son application du bon vouloir du juge ; l'accidenté, s'il n'a pas auprès de lui un défenseur consciencieux, connaissant bien les dispositions de la loi, sera lésé. Mais que les Compagnies d'assurances se dispensent de recourir à un conseiller, le magistrat en fera fonction en s'efforçant de juger dans le sens favorable à la Compagnie.

S'il s'agit des lois dites de liberté, l'Etat intervient pour réduire, en le réglementant, l'usage de la liberté.

S'agit-il de l'obligation qui pèse sur l'ouvrier exploité de se révolter par la grève en vue de restreindre cette exploitation et pour étendre ses garanties, l'Etat intervient pour édicter des règles qui sont autant d'obstacles à l'exercice du droit naturel de grève ; il établit des pénalités uniquement dirigées contre le producteur. Celui-ci doit respecter, sous peine de prison, le « droit » du patron de faire travailler qui bon lui semble, et comme il l'entend, mais le patron n'a aucun « devoir » légal à remplir vis-à-vis de son ouvrier.

S'il s'agit du droit de parler et d'écrire, l'Etat intervient pour limiter, réduire ce droit. Il est interdit de penser contrairement à la volonté de l'Etat ; il est interdit d'écrire contrairement à la loi de l'Etat. Toute manifestation désapprouvée ou interdite par lui est réprimée et châtiée. Car le salarié doit avoir foi dans les préceptes de l'Etat ; il doit admirer, respecter les institutions sur lesquelles l'Etat repose : armée, magistrature, police, etc. Et de même que l'Eglise dit que l'homme doit croire en Dieu et en elle, le gouvernement dit qu'il faut croire en l'Etat et en ses institutions ; il est donc interdit de parler et d'écrire contre lui et contre elles.

S'agit-il du droit d'association, c'est-à-dire du droit humain qu'ont les individus de s'entendre et de se concerter, l'Etat intervient encore... toujours... pour réglementer ce droit, en fixant les attributions qu'il choisit lui-même, en limitant les conditions de recrutement, en

déterminant les pouvoirs de l'association : attributions, conditions, pouvoirs, que le groupement doit respecter.

Tout ce qui dans le domaine social, de par les conditions de travail et de vie imposées à l'ouvrier, fait un devoir à celui-ci de réagir, de lutter pour sa propre sauvegarde, est saisi, réglementé, réduit, limité, morcelé par l'Etat. De sorte que l'ouvrier doit penser, agir, lutter, travailler selon les règles restrictives de l'Etat.

Il n'y a pas une règle édictée par l'Etat qui ne viole le droit qu'a l'ouvrier de travailler à son affranchissement et qui n'ait pour but de ramener à l'Etat les prérogatives, les garanties, les libertés que se donne le producteur. Pourquoi ? parce qu'il faut pour la vie, la sécurité de l'Etat, que le salarié soit dans tous les instants le sujet, le gouverné de cet Etat.

Non ! Quoi qu'on dise, l'Etat est un facteur d'oppression ; et toutes les attitudes à allure libérale qu'il prend sont autant de manœuvres faites pour abuser, tromper, afin de mieux triompher.

Et les paroles prononcées devant le Sénat le 17 novembre 1903 par M. Clemenceau sont toujours vraies : « L'Etat a une longue histoire toute de meurtre et de sang. Tous les crimes qui se sont accomplis dans le monde, les massacres, les guerres, les manquements à la foi jurée, les bûchers, les tortures, tout a été justifié par l'intérêt de l'Etat, par la raison d'Etat. L'Etat a une longue histoire, elle est toute de sang. »

M. Clemenceau aurait pu ajouter : « Aujourd'hui, l'histoire de l'Etat se résume dans ces mots : répression, corruption, l'une et l'autre employées tour à tour ou simultanément. La répression qui abat les hommes en révolte pour la conquête de nouveaux droits ; la corruption qui asservit les consciences, ravale les idées pour faire des hommes des valets du pouvoir, des agents serviles de l'Etat. Devant l'Etat, tout s'incline et se courbe, le salarié étant fait pour l'Etat et non l'Etat pour le salarié. »

ACTION DIRECTE

En présence de toute usurpation de droits, qui est le propre du patronat, se dresse le syndicalisme qui proclame pour le prolétaire le droit absolu de travailler

par tous les moyens en **son pouvoir**, à l'effet de réduire l'autorité patronale, de diminuer les privilèges patronaux, d'assainir l'atmosphère de l'usine, de conquérir de nouveaux droits et de nouvelles garanties, considérés comme autant d'étapes franchies le rapprochant de sa totale libération. En présence de toute usurpation de droits, qui est le propre de l'Etat, se dresse le syndicalisme qui proclame pour le prolétaire le droit absolu de penser, d'agir, de lutter selon les règles établies par lui, et de ne tenir compte de celles édictées par l'Etat que dans la mesure où ces règles légales le favorisent et l'aident.

Donc, affirme le syndicalisme, pour le travailleur, rien à attendre du patronat. Ce dernier ne peut, sans porter une atteinte directe à ses intérêts, réduire son autorité et ses profits.

Donc, affirme le syndicalisme, pour le travailleur, rien à attendre de l'Etat qui ne peut, d'une façon désintéressée, se donner pour tâche de fortifier l'action ouvrière ou d'accroître les libertés nécessaires au prolétaire pour la lutte de chaque jour. De là, l'opposition existant entre : syndicalisme, d'une part ; patronat, Etat, de l'autre. De cette opposition résulte la lutte ; le travailleur, ne devant compter que sur lui-même, agit pour exiger de l'un des avantages, de l'autre des libertés. Semblable résultat ne peut s'obtenir et durer que si l'ouvrier, fortement groupé, entraîné pour l'action, formule ses propres aspirations, fixe les moyens de les imposer, détermine les conditions de la lutte et arrête la nature de ses efforts.

Ainsi le salarié, maître à toute heure et à toute minute de son action, l'exerçant à l'heure jugée bonne par lui, l'intensifiant ou la réduisant au gré de sa volonté, ou sous l'influence de ses ressources et de ses moyens, n'abandonnant jamais à quiconque le droit de décider à sa place et pour lui, gardant comme un bien inestimable la possibilité et la faculté de dire à tout moment le mot qui active ou celui qui clôture, s'inspire de cette conception si ancienne et si décriée dénommée : action directe ; cette action directe qui n'est que la forme d'agir et de combattre propre au syndicalisme.

En effet, puisque le syndicalisme est le mouvement de la classe ouvrière ; puisque la classe ouvrière pour créer ce mouvement doit être organisée en tant que classe, c'est-à-dire que les groupements issus d'elle ne peuvent comprendre que des salariés ; puisque ces groupements ainsi compris matérialisent organiquement l'opposition, qui

rend adversaire l'ouvrier du patron ; puisque, de ce fait, ces groupements excluent les individus jouissant d'une situation économique différente de celle du travailleur, il faut, en toute logique, que le groupement, ayant ses origines dans la classe ouvrière, n'attende que de celle-ci le mot d'ordre et l'impulsion.

C'est-à-dire que de même qu'une maison de commerce pour se développer et pour grandir doit se lancer dans des affaires dont elle est toujours maîtresse, que de même que les hommes qui la font fonctionner doivent se dépenser dans un effort continu et permanent pour diriger les affaires, les consolider et les rendre fructueuses, il est indispensable que le mouvement de la classe ouvrière pour se fortifier et s'accroître reste toujours la propriété de la classe ouvrière, et que les hommes qui créent ce mouvement l'alimentent en lui communiquant leur élan et en lui imprimant leur propre esprit. Quoi de plus naturel que d'affirmer que le prolétariat ne se libérera que sous l'influence de son action propre, directe, action que l'expérience acquise dans la lutte quotidienne renforce et augmente ! N'est-elle pas d'un usage courant, cette vérité : que l'homme ne devient forgeron qu'en forgeant ! Le syndicalisme a donc raison de dire : que le travailleur sera apte à faire sa révolution le jour où, rendu fort par la série de luttes soutenues, il aura appris à agir et à combattre. Et sa force d'offensive et de conquête, en même temps que de résistance, s'accroîtra d'autant plus qu'il saura lutter parce qu'il aura appris.

LA LUTTE

Moyens de lutte directe

Il ne suffit pas de reconnaître l'urgence pour les producteurs de s'organiser et d'agir, il faut également qu'ils aient à leur portée des moyens d'action dont seuls ils ont l'emploi, dont la mise en pratique soit inévitablement dirigée dans un sens favorable à la classe ouvrière. Ces moyens existent près de nous, en nous ; ils surgissent du milieu des conditions que nous vivons ; le syndicalisme, ou plutôt le mouvement de la classe ouvrière, les

porte en lui, — nous dirons à l'état brut, inconsistant. Que faut-il faire pour utiliser ces moyens et les rendre efficaces ?

Que fait le carrier ou l'extracteur de minerai ? Il va chercher dans la nature la pierre ou le minerai à l'état brut, et ces divers produits n'acquièrent une valeur d'usage que par les manipulations faites dans le but de les purifier, de les séparer de tout corps inutile ou nuisible et de les rendre aptes pour une préparation plus complète. Selon ces manipulations, la pierre et le fer « rendent » de l'usage, disons du profit. De même, le salarié cherche, utilise les formes d'action que porte le mouvement ; il les extrait, les extériorise et, de cet usage, il tire profit. Mais ce profit est subordonné à la façon dont les moyens ont été extraits, employés. Mal extraits, mal employés, ils ne donnent que la défaite. C'est donc à apprendre leur « extraction » et leur emploi que doit s'attacher la classe ouvrière. Savoir tirer parti des armes mises à notre disposition constitue la grande valeur du groupement.

Reconnaissons-le ! Si le prolétaire est, même malgré lui, contraint d'avoir recours à ces armes, il le fait d'une main malhabile. Il ne sait pas ! Il n'a pas appris ou n'a pas retenu. Aussi ne sommes-nous pas étonnés des insuccès qui jalonnent notre route ! Nous luttons poussés par les nécessités, mais nous luttons mal.

Le seul moyen d'apprendre à se servir d'une arme ou d'un outil, c'est de ne pas avoir peur ni de l'arme ni de l'outil. Que diriez-vous du conquérant qui, appelé à faire usage du canon, aurait peur du bruit qu'il produit ? Que diriez-vous de l'aviateur luttant pour conquérir l'espace, qui aurait peur de l'aéroplane et du dirigeable ?

L'un et l'autre ont toute confiance, l'un dans son engin meurtrier, l'autre dans son outil de progrès. L'ouvrier doit comme eux avoir confiance dans ses armes, et comme ils l'ont acquise en se servant de leur outil, l'ouvrier l'acquerra en faisant de même. Et comme l'aviateur, pour faire son apprentissage, choisit son jour et son heure ainsi que les conditions de ses tentatives, l'ouvrier doit faire choix de son jour et de son heure et des conditions présidant à sa lutte.

Aussi disons-nous d'abord que la grève, le sabotage, la grève générale, qui sont les moyens de pratiquer l'action directe, sont des formes de lutte tirées du mouvement ouvrier lui-même. Puis qu'avec l'une et l'autre,

c'est le travailleur, et seulement le travailleur qui agit ; ensuite, que pour rendre ces formes d'action puissantes et efficaces, il faut avoir confiance en elles et apprendre à s'en servir.

Imitant le démocrate qui déclare que le peuple doit apprendre la pratique de la liberté, le maniement du suffrage universel afin de goûter les bienfaits de l'une et la valeur de l'autre, le syndicalisme déclare : Pour s'émanciper, le prolétariat doit acquérir la pratique de la lutte.

La grève

La grève est pour nous l'arme par excellence que la société présente met entre les mains de la classe ouvrière. Astreinte à vendre son travail, cette classe est contrainte de se servir de sa force-travail pour obtenir dans l'atelier des améliorations, il la vend ou la refuse selon les conditions déterminées dans le groupement syndical. Par la grève, dans l'usine où le travailleur passe son existence, il est sur son terrain, sur son champ de manœuvre ; par elle il frappe directement son patron auquel il a demandé des améliorations, il lui porte préjudice en arrêtant la rentrée de profits escomptés. Par la grève, l'ouvrier lutte, agit, fait effort, car il ne peut, s'il veut vaincre, laisser à quelques-uns la charge d'agir pour lui. Pour faire grève, le salarié doit d'abord se vaincre lui-même, en surmontant ses habitudes de soumission et de passivité ; la colère soigneusement cachée que suscitent en lui les dures exigences de l'atelier, et qui créent dans son esprit une rupture, une négation théorique : rupture dans l'harmonie des rapports entre lui et le patron, négation de l'autorité et du droit patronal contre lesquels il s'élève, se matérialise, et dès ce jour il y a invinciblement une transformation qui s'opère dans le prolétaire. De ce moment, l'ouvrier ne reconnaît plus l'autorité patronale, elle n'est plus pour lui intangible, il va s'efforcer de la diminuer jusqu'à disparition complète. Or, la force du patronat réside dans la confiance qu'a en lui le travailleur ; celui-ci, convaincu que la forme du patronat est nécessaire pour la société, croit dans le patron, et s'il croit il lui est interdit de lutter contre son exploiteur.

La propagande syndicale a pour objet de chasser cette



la grève

**LA GRÈVE EST L'ARME DES TRAVAILLEURS :
ELLE FRAPPE L'ADVERSAIRE, STIMULE L'OUVRIER**

NOTRE CLICHÉ : UNE GRÈVE EN 1905, PAR GRANDJOUAN

croissance faite de respect et de soumission ; la propagande prend corps par le groupement et la lutte. Répétons-le, la grève est la forme de lutte par excellence. Elle est l'arme par excellence parce qu'elle est le moyen pour le salarié de démontrer sa force, c'est-à-dire la valeur du travail sans lequel une société ne peut vivre, parce qu'elle est le moyen matériel d'atteindre le patron et parce qu'elle constitue la rupture par laquelle le prolétaire « ose » défendre ses droits et ses intérêts.

La grève est donc pour nous nécessaire, parce qu'elle frappe l'adversaire, stimule l'ouvrier, l'éduque, l'aguerrit, le rend fort par l'effort donné et soutenu, lui apprend la pratique de solidarité et le prépare à des mouvements généraux devant englober tout ou partie de la classe ouvrière.

La grève, puisqu'elle est une arme, un outil mis à la disposition du producteur, ne peut aboutir que si ce producteur sait se servir de l'outil. Que vaut, en effet, une machine perfectionnée mise dans les mains d'un ignorant et d'un incapable ? Rien. Que peut la grève, outil excellent, si l'ouvrier ne sait pas la manier ? Rien. Entre des mains habiles, la machine est puissante et produit ; utilisée par des producteurs conscients et forts des combats soutenus, la grève est efficace et réussit.

Nous savons que pareil raisonnement n'a pas toujours été tenu. Longtemps, trop longtemps, on a dit au travailleur que la grève était une arme dangereuse, stérile, impuissante ; on lui a montré une prétendue inutilité de la grève pour l'en détourner et pour mieux le diriger vers l'usage de moyens politiques dont le moins qu'on peut dire, c'est qu'ils sont incapables de créer et de produire.

Et, malgré les condamnations et les excommunications, les grèves se sont multipliées, accrues, étendues ! C'est que la grève est au-dessus de nous, elle nous dépasse, nous sommes ses serviteurs. Aussi que valent ces condamnations et ces excommunications ? Rien. La vie les méprise et les rejette, elle n'en a cure. Et c'est justice.

De ce qui précède, il résulte que la grève est une arme naturelle de lutte, qui n'a pas été inventée par l'homme, mais que la société porte en elle et impose aux déshérités. Ces derniers, pour en tirer profit, doivent apprendre à la manier et ils doivent la considérer non comme une arme nuisible par elle-même, mais d'un fonctionnement délicat, exigeant de bons manœuvriers. Pour être bon

mancœuvrier, il faut avoir confiance dans son outil et dans son arme. Là est, et pas ailleurs, le secret de la grève. Il faut donc à nos yeux organiser la grève, la déclarer quand les circonstances sont favorables ou le paraissent, il faut s'entourer de garanties, il faut en un mot la faire à propos et non hors de propos.

C'est à une méconnaissance des exigences de la grève que sont dues les défaites. Mais cette méconnaissance s'atténue, s'amoindrit, c'est à la faire disparaître que pour notre part nous besognons. La classe ouvrière parviendra-t-elle à pratiquer la grève dans des conditions meilleures ? Oui. Elle y parviendra, lentement peut-être, difficilement c'est certain, et elle y parviendra d'autant plus vite que, souvent et utilement maniée, elle fortifiera les hommes, les rendra plus hardis et plus confiants.

Langage subversif, grossier, légitimant la lutte, le heurt, le choc, les passions et les haines, dira-t-on ! Nous répondrons : la grève n'est pas une distraction, ni un amusement, ni un passe-temps, elle est une nécessité — un mal nécessaire — elle nous prend, nous entraîne, nous emporte, souvent malgré nous, et puisqu'elle est cela, nous ajoutons qu'il est préférable, ayant appris à la connaître, que nous en proclamions la valeur et l'urgence.

La preuve qu'elle s'impose se trouve dans ce fait : que le premier acte d'un ouvrier atteint ou non atteint par la propagande est de faire grève dès qu'il veut protester. C'est que la grève est là à sa portée, à l'état sauvage peut-être, mais état modifiable et perfectible.

Que sont la plupart des produits de la terre ? Des produits sauvages que l'homme par ses soins a transformés, modifiés, améliorés. Qu'est la grève produite par la société ? Une manifestation brutale que l'homme, par son expérience, peut transformer, modifier, améliorer.

Le sabotage

Qu'est-ce que c'est que le sabotage ? Une forme de lutte ouvrière qui est le contraire de la grève. Celle-ci est la lutte ouvrière menée en dehors du travail qu'elle suspend ; le sabotage est la lutte s'exerçant dans le travail. Il consiste pour le salarié à exécuter la beso-

gne de telle manière que le patron ne retire qu'un petit profit. Un patron récalcitrant est saboté par son personnel, un patron donnant de maigres salaires est également saboté ; dans un cas comme dans l'autre, l'ouvrier ne pouvant ou ne voulant pas recourir à la grève, continue de travailler soit en œuvrant mal ou trop bien, ou trop lentement.

Les moyens de sabotage sont nombreux et variés ; nombreux parce que chaque mode de production comporte des conditions différentes, variés parce que les conditions changent de forme, de caractère, dans l'application.

En effet, il n'y a application que lorsqu'un ouvrier, une partie ou une totalité du personnel décide, en présence d'un refus du patron d'accorder telle ou telle revendication ou d'une aggravation des conditions de travail, de **ne plus travailler comme hier** tant que le refus persistera. Les cas d'un pareil sabotage sont fort peu nombreux.

Et il n'y a vraiment sabotage, c'est-à-dire préjudice, que lorsqu'après décision il y a changement dans la façon d'exécuter le travail. En effet, le terrassier, par exemple, qui prend l'habitude d'extraire peu de terre, d'en transporter peu, de charger le tombereau lentement, et qui le fait constamment, ne fait pas du sabotage ; il travaille en paresseux, non en lutteur, car les patrons, en présence de cette pratique lente de travail incorporée au mode de production, en tiennent compte en établissant leurs devis, de sorte que seul le client paye. Or, le sabotage n'a pas pour objet de frapper le client, mais le patron. Mais si ce terrassier décide que tant que l'entrepreneur ne cédera pas, il besognera lentement, il fait du sabotage ; il va de soi que le patron ayant cédé, le terrassier reprend sa marche normale. Ainsi pratiqué, comme le témoignent plusieurs cas, le sabotage est une arme ouvrière. Il ne l'est pas dans ce cas.

Les quelques cas de sabotage consciemment appliqués sont peu nombreux, avons-nous dit ? C'est pourquoi il nous est permis d'en noter quelques-uns.

Chez le boulanger, on sait que l'ouvrier, en pesant la pâte du pain de fantaisie, ne donne jamais le poids. Il met 450 grammes environ de pâte à la livre, jamais plus ; cet ouvrier sabote s'il met 500 ou 520 grammes à la livre. S'il s'agit du pain vendu au poids, cet ouvrier sabote également si, laissant se poursuivre la cuisson, la pâte perdant du poids, le pain devient léger et de ce fait assure au client une marchandise saine et de quantité normale.

L'employeur vendeur dans un magasin à qui le pa'ron impose la règle d'un métrage « spécial », en donnant au client l'exacte mesure, sabote.

L'ouvrier qui « figrole » un travail, le rend parfait, passe ainsi beaucoup de temps à remplir une certaine tâche, sabote. Chez les maçons, il y a eu des ouvriers qui, ne tenant pas compte des rabais consentis par l'entrepreneur pratiquant habituellement des malfaçons, accomplissaient la besogne de façon parfaite, allongeant ainsi la durée des travaux et réduisant d'autant les gains patronaux.

Répétons-le, pour terminer sur ce point. Le sabotage ouvrier est peu appliqué. Que la bourgeoisie se rassure donc ! Le client souffre plus du sabotage patronal que le patron du sabotage ouvrier.

Le syndicalisme tend à organiser le sabotage, à le rendre conscient, en faisant du système de paresse et d'indifférence qu'il est le plus souvent une application raisonnée d'une façon de travailler.

La grève générale

La grève, nous l'avons vu, est une arme spécifique-ment ouvrière ; produite par la société, imposée aux travailleurs, elle devient une arme par excellence lorsqu'elle est maniée par des mains expertes. Elle met en opposition le patron et ses ouvriers pour la conquête d'améliorations qui nous préparent pour des conquêtes plus grandes ; elle fortifie le travailleur et le rend apte à participer à des mouvements étendus et généralisés ; elle est en un mot l'arme de lutte sur un terrain limité : atelier, usine, chantier, pour un objet limité et concret, mais susceptible d'amplification dans sa forme et dans son objet.

L'usage qui est fait de la grève se modifie au fur et à mesure que se font sentir ses manifestations ; la grève se modifie pour s'élargir, se compléter et pour réunir un nombre toujours croissant de travailleurs. C'est que la solidarité, la lutte font éclater la connexité des intérêts de nous tous. De cette connexité résulte normalement pour nous une appréciation plus complète des événements et des choses, et une vue plus haute du rôle du syndicalisme.

Le syndicalisme est le mouvement de la classe ouvrière qui besogne chaque jour pour améliorer la vie quotidienne en ayant pour guide l'affranchissement du travail, terme final. A la besogne quotidienne poursuivie par les prolétaires pour des fins ouvrières, il attribue comme arme la grève, le sabotage, qui excluent l'une et l'autre intervention directe du non-producteur : l'adversaire ; à la besogne d'affranchissement intégral, il attribue comme arme le soulèvement de la classe ouvrière. Parvenue à un degré de maturité, à un niveau de développement, à un état de croissance, ayant acquis par l'entraînement des combats de chaque jour le coup d'œil, l'assurance, la confiance, l'élan, la ténacité, la classe ouvrière réalisera sa libération par la grève générale.

La grève générale est l'arrêt de la production sociale ; par elle le prolétaire affirme sa volonté de conquête totale, il frappe de stérilité et d'impuissance la société actuelle, il en montre la fragilité et atteste la valeur du travail humain, point de départ et d'arrivée de tout mouvement et de toute vie. Elle est appelée à être la fin du rideau d'une scène vieille de nombreux siècles et la levée d'une autre s'ouvrant sur un champ plus vaste et plus fertile.

Est-elle une utopie, un rêve ? Bien fou qui l'affirmerait encore en présence des nombreux mouvements qui partout se produisent. L'insuccès de ces mouvements n'est pas un argument, ni la justification d'une opposition quelconque. Seuls peuvent être, parmi nous, attardés dans une opposition ceux-là qui, poursuivant des fins autres, ou animés de préoccupations spéciales, cherchent davantage leur propre satisfaction d'amour-propre, d'orgueil ou d'appétit que le bien-être général.

Un insuccès n'est pas une condamnation. Les tentatives avortées d'hier pour la conquête de l'air ont préparé les succès partiels d'aujourd'hui et les succès totaux de demain. De même les mouvements de grève générale d'hier ont préparé les tentatives améliorées d'aujourd'hui, ouvert la route aux conquêtes de demain, préfaces d'une réalisation plus grande.

Nous estimons, au contraire, partant de ce principe que la vie se traduit par le mouvement et l'action, que les progrès, les transformations qu'elle subit sont le produit de tout mouvement et de toute action, que les insuccès passés et présents étaient nécessaires. Nous

allons plus loin, car nous disons que, pour le succès final, il faut encore des insuccès. Mais ces insuccès ne seront profitables que si nous en retirons plus de confiance en nous, en notre force et en la valeur des luttes qui les ont provoquées.

Cela est-il possible ? Oui. Une condition première est indispensable : c'est la liberté entière d'appréciation et d'observation. Juger la vie telle qu'elle se déroule et se poursuit, l'utiliser en la transformant, ou la transformer en l'utilisant est la règle qu'il nous faut imposer dans tous nos actes. A ce prix-là, nous resterons à la hauteur des événements, les plus imprévus comme les mieux annoncés, et les dominant de notre force, accumulation de tous nos efforts personnels et directs, nous les orientons vers des fins entrevues et désirées par nous.

Oui ! la Révolution sociale, c'est-à-dire la mainmise sur le travail et sur le profit sera l'aboutissant d'un mouvement total de la classe ouvrière se produisant sur le terrain de la production et mettant en présence, dans un effort final, exploitateur d'une part, exploité d'une autre. Mais il n'y aura le triomphe que si nous savons agir et lutter. Et comme il n'y a que le mouvement de la classe ouvrière placé sur le terrain prolétarien qui apprend à agir et à lutter, le syndicalisme affirme ainsi sa supériorité, supériorité qui, certes, n'apparaît pas toujours avec éclat et vigueur ! Supériorité, cependant, car il est la vie elle-même, faite de chocs, de combats et de luttes.

Comme on voit, nous nous séparons des premiers adeptes de l'idée de grève générale. Ceux-là étaient mystiques, romantiques ; nous ne voulons pas l'être. Les premiers adeptes désiraient la grève générale ; ils croyaient en elle comme certains croient en Dieu ; ils lui attribuaient une vertu propre qu'elle ne peut posséder ; sa réalisation apparaissait prochaine ; sa venue était attendue comme l'heure marquée par l'horloge. La cadence de l'horloge était, à leurs yeux, accélérée ; il fallait donc se tenir prêt. Ainsi, ces adeptes qui eurent le grand mérite, fort appréciable, de lancer une idée dont les faits ont proclamé la valeur et dégagé la force de création, étaient opposés à la grève tout court. La grève pour des fins quotidiennes était, pour eux, nuisible, gaspilleuse des forces et des instants de la classe ouvrière. Lutter dans une grève c'était s'amoinrir, s'affaiblir. Il fallait se réserver pour la grande grève. De sorte que la grande grève était, pour ces hommes, un mouvement surgissant,

éclatant soudain, la foudre tombant tout à coup et, pour elle, il était nécessaire de se préparer (1).

Pitoyable conception du mouvement ouvrier tout de même ! Les insuccès lui sont dus. L'explosion de vie ouvrière de ces dernières années a rejeté la grève générale en tant qu'idée ; elle l'enregistre comme un fait social se mêlant à nous, nous prenant, nous étreignant pour mieux nous entraîner.

Qu'importe que les politiciens de tous les pays réprouvent la grève générale, qui leur apparaît être un mouvement trop absorbant puisqu'il détache notre esprit de toute croyance en des supériorités divines ou terrestres et qu'il oppose l'action directe du prolétariat à la prétendue valeur révolutionnaire qu'ils attribuent à l'Etat et au Pouvoir qu'ils convoitent. Il ne faudra pas être surpris de les entendre clamer contre tout mouvement de grève générale, le jour même où la classe ouvrière y aura recours et son objet atteint. Nos politiciens excommunicateurs sont de ces momies figées sous un abri, insensibles au vent et à la tempête. Passons !

Le nombre croissant des grèves, leur forme, leur caractère, leur étendue, leur connexité, ont donné au mouvement ouvrier une vigueur insoupçonnée. D'où une extension de vie syndicale dont les progrès sont incessants malgré leurs fluctuations. Et ce sont ces progrès qui font éclater la force créatrice de la grève générale et font entrevoir son explosion comme un aboutissant de nos luttes et de nos actions.

Action contre inaction

De ces trop longues explications, il se dégage cette conception de lutte : c'est que la classe ouvrière ne devant rien attendre de ses dirigeants et de ses maîtres, niant leur droit de gouverner, poursuivant la fin de leur règne et de leur domination, s'organise, se groupe, se donne des associations, fixe les conditions de leur développement et, par elles, étudie, réfléchit, travaille à préparer et à établir la somme des garanties et des droits

(1) Parmi ces hommes brillaient, à la première place, MM. Briand et Guérard.

à conquérir, puis arrête les moyens d'assurer cette conquête en les empruntant au milieu social, en utilisant les modes d'activité que ce milieu social porte en lui, en rejetant tout ce qui tend à faire du travailleur un asservi et un gouverné, en restant toujours le maître de ses actes et de ses actions et l'arbitre de ses destinées.

Cette conception tirée de la pratique et de la vie fait du prolétaire le gouvernant et le gouverné puisque chaque jour il doit être appelé à délibérer et à agir ; chaque manifestation de sa pensée doit être le fruit de son effort pour devenir une unité vivante et agissante de l'humanité. Dans chaque homme un penseur et un lutteur, dit le syndicalisme !

Que nous sommes loin dans notre pratique présente de cette conception, direz-vous ! A qui la faute ? Pas aux syndicalistes révolutionnaires en tout cas ! S'ils s'efforcent de faire entrer dans l'esprit des ouvriers leur conception, s'ils s'efforcent de marquer les événements de la vie syndicale de cette notion de la lutte, ils ne se dissimulent pas les difficultés et les obstacles. Ils savent par expérience — étant des prolétaires — qu'il est bien plus facile d'attendre au coin du feu la venue du Messie : Dieu, Etat, politicien, qui doit apporter, en les répandant sur les hommes, les bienfaits terrestres ; il est plus facile de laisser quelques militants travailler pour soi, il est plus doux de rester au repos durant que d'autres combattent ; il est plus malaisé d'agir soi-même, d'encourir des responsabilités soi-même, d'aller au devant des coups qui meurtrissent. Le producteur est tellement accoutumé à tout attendre de ses maîtres, qu'il rompt lentement avec des habitudes, des préjugés ; il gémit, se lamente et... laisse faire.

Valeur du syndicalisme

Eh bien ! dans cette période de décomposition morale, au milieu et au-dessus des bassesses humaines, des appétits et des lâchetés, se dresse le syndicalisme. Contre toutes les forces de l'Etat, contre les corruptions politiciennes, contre l'exploitation capitaliste, il convie les travailleurs à la lutte, les appelle à l'action et se montre comme la puissance capable de régénérer le monde. Il est aujourd'hui le grand instrument de combat, il sera

demain le grand rénovateur. C'est ce rôle d'amélioration et de transformation qui suscite au syndicalisme tant d'opposition, c'est ce rôle qui soulève tant de haines ; c'est pourquoi nulle manifestation sociale d'esprit syndicaliste ne passe inaperçue ; pesée, mesurée, elle est toujours l'objet de la critique et de la colère.

Là est peut-être sa force. Il a réalisé sur le terrain de la lutte l'opposition existant dans l'atelier entre l'ouvrier et le patron, contre lui les divisions bourgeoises s'effacent. Pour lui résister et lui faire face, le bloc capitaliste se forme comme un témoignage de la valeur du syndicalisme. Ne nous en plaignons pas, quels que soient les coups reçus et les misères enregistrées !

Pouvons-nous indiquer en détail la tâche d'aujourd'hui et l'œuvre de transformation. Non. Pas plus que les penseurs, les écrivains et les philosophes du dix-septième siècle n'ont dégagé les formes exactes de la Révolution qui s'annonçait et dont ils préparaient la venue, il ne nous est pas possible de faire œuvre de prophète. Comme ils sapèrent le régime féodal, nous sapons le régime présent ; ils travaillèrent à l'établissement d'un monde différent, nous travaillons de même. Ils préparèrent une Révolution, nous faisons de même. Ils furent impuissants à tracer à l'avance le cadre de la société bourgeoise, nous le sommes également pour dégager les formes d'une société libre. Ce que nous savons, c'est que notre force de création correspondra à la force acquise par l'action de chaque jour. Et nous n'oublions pas, malgré la grandeur du rôle du syndicalisme, que cette force ne s'acquerra qu'au prix de contradictions et d'incohérences.

La route à suivre est accidentée, pleine de retours et de précipices. Pour la parcourir, nous accomplissons et nous accomplirons encore bien des faux pas, des maladresses ; nous ne nous inspirerons pas toujours exactement de notre conception de la lutte ouvrière, parce que la besogne est grande, la puissance de l'adversaire redoutable, les influences pernicieuses nombreuses. **Que l'on songe que nous sommes une force qui monte et qui, en montant, doit lutter contre une force installée sur un sommet ! Que l'on songe qu'il nous faut faire un effort sur nous-mêmes et faire effort contre les adversaires !** Double besogne pénible, difficile, pleine de faiblesses momentanées, passagères. Le syndicalisme ne suit pas une ligne droite, régulière ; sa ligne monte, descend, tourne, retourne pour remonter et redescendre, tout en

opérant une ascension continue. Telle est l'image de la vie ouvrière.

En suivant cette ligne, nous sèmerons des nôtres, arrêtés par un sourire bienveillant et tutélaire du Pouvoir ou du Patronat, nous sèmerons des nôtres traitres à leur classe, nous laisserons des nôtres abattus et découragés, nous en laisserons d'autres accablés par les coups de l'adversaire. Et malgré cela, la classe ouvrière poursuivra son chemin, d'autant plus sûrement que, n'ayant confiance qu'en elle, elle s'habitue à pratiquer toujours davantage l'**Action directe du Syndicalisme Révolutionnaire**.

Postface

En 1909, lorsque V. Griffuelhes publie cette brochure, la théorie et la pratique de la C.G.T. (Confédération Générale du Travail) peuvent se résumer dans ces deux mots : « syndicalisme révolutionnaire ».

Cette conception du syndicalisme qui est aujourd'hui celle de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) a su rester très actuelle en même temps qu'elle a démontré son efficacité, par exemple dans les collectives autogérées d'Espagne (1936-39).

Dans notre pays, l'A.I.T. est représentée par sa section : la C.N.T. (Confédération Nationale du Travail). Cette dernière, créée en 1946, n'est pas sans filiation avec la C.G.T. dans sa phase révolutionnaire. En effet, le document de base de la C.N.T. est la « Charte de Paris » dont l'idée première remonte à V. Griffuelhes. Celui-ci remit le premier projet de cette charte à Pierre Besnard, qui en rédigea la version actuelle.

Aussi la C.N.T. poursuit-elle la lutte que les premiers militants du syndicalisme avaient entreprise et que les dirigeants des grandes centrales (C.G.T., C.F.D.T., F.O.) ont trahie.

—o—

Jean-Victor Griffuelhes est né le 14 mars 1874 à Nérac (Lot-et-Garonne). Si, dans ses premières années de lutte, il mène de front activités politiques et syndicales, il prend rapidement conscience que l'action syndicale est le seul moyen efficace pour libérer intégralement la classe ouvrière. Dès lors, il se consacrera à l'organisation et au renforcement du mouvement syndical au sein de la C.G.T., ne délaissant aucun aspect de la lutte : adéquation des structures syndicales (question des Fédérations d'industrie...), mouvements généraux de grèves (pour les huit heures...), anti-militarisme...

Un moment intéressé par les réalisations de la Révolution russe, V. Griffuelhes ira voir sur place. A son retour, il rejoindra le mouvement syndical révolutionnaire dans lequel il militera jusqu'à sa mort, en 1922.

—o—

— 1899 : V. Griffuelhes devient secrétaire de l'U.D.-C.G.T. de la Seine.

— 1900 : Secrétaire de la Fédération Nationale des Cuirs et Peaux (Griffuelhes était ouvrier cordonnier).

— 1901 : Il est élu secrétaire confédéral de la C.G.T. par 76 mandats contre 6, et il occupera ce poste jusqu'en 1909.

— 1911 : Fonde « La Bataille Syndicaliste ».